

Finance / Un outil qui a ses limites

Les malentendus du microcrédit

L'ULB accueille jusqu'à ce jeudi la première conférence européenne de recherche sur le microcrédit. Un secteur qui connaît une très forte croissance, mais qui est aussi en proie à de nombreux questionnements. Nous avons rencontré deux intervenants de ce colloque : les professeurs Marek Hudon et Jean-Michel Servet.

Il y a beaucoup de critiques sur l'efficacité réelle du microcrédit. Certains estiment qu'il contribue uniquement à rendre la vie des pauvres moins dure, mais qu'il ne contribue pas au développement économique d'un pays. D'autres estiment qu'il est nuisible car il favorise dans certains cas le surendettement.

M.H. Nous avons très peu de preuves de l'efficacité économique du microcrédit. Il n'y a pas eu d'études d'impact rigoureuses. Les quelques travaux réalisés montrent que le microcrédit ne peut avoir un impact social large que s'il est couplé à des services d'accompagnement comme la création d'entreprises, à d'autres politiques de développement... Ce n'est pas une formule magique. Dommage que certaines ONG aient entretenu la confusion à ce sujet.

J.-M. S. La confusion se situe aussi à un autre niveau. Le microcrédit s'adresse aux personnes qui n'ont pas accès aux services financiers. Cela ne veut pas forcément dire aux pauvres. Dans certains pays, 90 % de la population n'a pas accès au crédit, mais le pourcentage réel de pauvres est bien plus faible. Il est tout à fait louable de s'intéresser à cette po-

pulation qui n'est pas forcément pauvre. L'exclusion financière est un vrai problème : pas de crédit, pas d'épargne, pas d'assurance... Certains aujourd'hui s'offusquent des dérives commerciales du microcrédit, pointent du doigt ces institutions de microfinance (IMF) qui font des bénéfices en ciblant cette partie de la population. Mais si des banques sont capables de fournir des services financiers à ces gens sans les appauvrir, où est le mal ? J'entends beaucoup de personnes s'égarer à propos de la banque mexicaine Compartamos qui prête à des taux d'intérêt de 100 %. Et alors ? Si le rendement sur capital obtenu par ses clients est de 300 %.

On a créé trop d'attentes autour du microcrédit ?

J.-M.S. Oui. On met toujours en évidence de très belles histoires de personnes qui ont pu s'en sortir grâce à cela. Je peux vous trouver autant d'histoires où le microcrédit a été synonyme de catastrophe car il a entraîné les gens dans le surendettement et l'appauvrissement.

M.H. En microfinance, il faut faire un choix entre performance sociale, performance financière et efficacité. Or on a fait croire que tout pouvait aller de pair. On a aussi fait croire que la microfinance était destinée à tous les exclus financiers. Faux. La plupart des IMF travaillent avec des gens qui « flottent » autour de la ligne de pauvreté (1 dollar par jour) mais pas en deçà. C'est extrêmement difficile de travailler avec les très pauvres car, à côté de l'exclusion financière, ils

souffrent d'un tas d'autres exclusions (sociales...).

J.-M. S. C'est le néolibéralisme qui a favorisé l'émergence du microcrédit. On dit aux gens : « On va vous prêter une petite somme d'argent afin que vous preniez votre destin en main » ; « Tout le monde peut être entrepreneur ». C'est de l'anti-étatisme. On a poussé le microcrédit au détriment des autres formes de services financiers. Ce n'est pas un hasard si les banques de développement ont disparu lorsque le microcrédit a démarré il y a 25 ans.

M.H. Je ne suis pas tout à fait d'accord avec cette analyse. Il y a une pluralité d'approches dans le secteur. Si certaines institutions sont effectivement dans le moule néolibéral, d'autres se revendiquent d'une vision de gauche, où l'émancipation des personnes est centrale.

Comment rétablir le crédit du microcrédit ?

M.H. Il ne faut pas jeter le bébé avec l'eau du bain. Pendant longtemps, les bailleurs de fonds ont estimé que leur impact social augmentait au fur et à mesure que le nombre de clients de l'IMF qu'ils finançaient augmentait. C'est un peu court. Ce n'est pas parce qu'on donne du crédit à quelqu'un qu'il va sortir de la pauvreté. Il faut donc adopter une approche beaucoup plus fine de l'impact. Il faut aller voir dans le détail quel type de population l'IMF vise : les classes moyennes plutôt aisées ou de pauvres agriculteurs ? Quel est le montant minimum prêté (un montant trop grand exclu les plus pauvres...) ? Quelles sont les

pratiques de cette IMF quand les gens sont incapables de rembourser... ? Il faut développer des méthodologies d'évaluation de la performance sociale.

Comment faire en sorte que le microcrédit ne se limite pas à toucher les « moins pauvres » ?

J.-M. S. Il faut reconnaître que l'intervention publique dans certains domaines est une nécessité

M. H. Je suis d'accord. Croire que des IMF pourront générer suffisamment de recettes pour pouvoir ensuite s'occuper des plus faibles est une illusion. Il faut une intervention publique.

Le secteur est-il touché par la crise ?

M.H. Oui. Elle commence à se faire sentir. Il n'y a pas encore eu de grandes faillites, mais ce n'est pas exclu. Qu'on pense par exemple aux banques de microcrédit en Afrique de l'Ouest qui financent les petits producteurs de coton. La demande en coton venant de la Chine a fortement chuté. C'est un sujet d'inquiétude...

J.-M. S. On constate que les clients les plus pauvres sont fortement touchés. Certaines IMF envisagent de rallonger les délais de paiement. ■ **Propos recueillis par**

JEAN-FRANCOIS MUNSTER

BIOGRAPHIES

Marek Hudon. Docteur en économie. Auteur d'une thèse sur l'éthique et les politiques publiques en matière de microfinance. Ce Belge est professeur à la Solvay Brussels School et codirecteur du CERMI, le centre européen de recherche en microfinance de l'ULB et de l'Université de Mons.

Jean-Michel Servet.

Ce Français vivant en Suisse est professeur à l'Institut des hautes études internationales et de développement de Genève. Ancien expert auprès du ministère français de l'Économie et de la Commission européenne, il est notamment auteur d'un livre sur la microfinance et ses limites, « Banquiers aux pieds nus ».